



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
5, avenue de la Palette,
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 21 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AP METAL RECYCLAGE

ZA des Béthunes, 5 rue d'Anjou
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95/2022/0263/GC
Helios : 57084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 avril 2022 de l'établissement AP METAL RECYCLAGE implanté ZA des Béthunes au 5 rue d'Anjou à Saint-Ouen-l'Aumône (95310). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AP METAL RECYCLAGE
- ZA des Béthunes, 5 rue d'Anjou, Saint-Ouen-l'Aumône (95310)
- Code AIOT dans GUN : 0006515045
- Régime : Autorisation - Non Seveso - Non IED

La société AP METAL RECYCLAGE exerçait, au 5 rue d'Anjou à Saint-Ouen l'Aumône, une activité de tri/transit de métaux autorisée arrêté préfectoral du 23 mai 2013 à traiter 6 tonnes de métaux par jour sur une surface de 1300 m². La société a été placée en liquidation judiciaire suite au jugement prononcé par le tribunal de commerce de Pontoise le 22 mars 2019.

Par courrier du liquidateur du 11 juillet 2019, celui-ci précisait que la liquidation ne disposait d'aucun fonds permettant de satisfaire aux exigences du Code de l'environnement en matière de cessation d'activité. Cela étant, la procédure administrative se poursuit à son encontre en vue de faire respecter les articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la cessation d'activité des ICPE soumises au régime de l'autorisation.

Suite au rapport de l'Inspection des Installations Classées du 10 juillet 2021 confirmant au Préfet la proposition de mise en demeure figurant au rapport de l'Inspection du 27 février 2020, l'arrêté du 22 janvier 2021 a mis en demeure le liquidateur judiciaire de la société AP METAL RECYCLAGE de mettre en sécurité du site.

L'objet de la présente visite est le récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 janvier 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Mise en sécurité du site	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/01/2021 renvoyant à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement	Mise en demeure	Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'arrêté de mise en demeure du 22 janvier 2021 n'avait pas été suivi d'effet. En effet, la société AP METAL RECYCLAGE, représentée par son mandataire judiciaire, n'a pas procédé à la mise en sécurité du site en évacuant les déchets présents et en limitant l'accès à son site.

Dans ces conditions, et suivant les dispositions de l'article L.171.8 du Code de l'environnement, il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise d'obliger la société AP METAL RECYCLAGE à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser, en l'occurrence l'évacuation des déchets. Le montant de ces travaux est estimé 75 000 euros, conformément au devis de la société CONFLUENCE INGENIERIE transmis par le mandataire judiciaire dans son courrier du 2 mars 2020.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/01/2021 renvoyant à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement
Thème(s) : Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <u>Article 1 de la mise en demeure du 22 janvier 2021</u> Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, la société AP METAL RECYCLAGE représentées par son mandataire judiciaire ... est mise en demeure pour le site implanté à Saint-Ouen-l'Aumône ... de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de mise en sécurité du site en évacuant les déchets présents telles que prévues à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. <u>Article R.512-39-1 du Code de l'environnement</u> II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 12 avril 2022, nous avons constaté que les stockages de déchets étaient toujours présents. En outre, l'Inspecteur de l'environnement avait pris des photographies du site le 4 janvier 2022, lui permettant de constater, qu'entre le 4 janvier et le 12 avril 2022 les stockages avaient évolué dans leur disposition et peut être aussi dans leur quantité. La situation n'a donc pas favorablement évolué en comparaison des constats opérés lors de la précédente visite d'inspection du 6 février 2020. Par ailleurs, toujours entre le 4 janvier et le 12 avril 2022, un semi remorque incendié a été déposé sur ce site. Pourtant le portail est toujours cadenassé et dispose d'un bloc béton anti-intrusion accolé sur l'un des battants du portail. Il apparaît donc que la mise en demeure du 22 janvier 2021 exigeant la mise en sécurité du site n'est pas respectée puisque les déchets n'ont pas été évacués. Nous constatons en outre que depuis la parution de

cette mise en demeure, le mandataire n'a transmis aucun document ayant pour effet d'y répondre.

Les photographies ci-dessous illustrent les constats opérés lors de la visite du 4 janvier 2022.



Les photographies ci-dessous illustrent les constats opérés lors de la visite du 12 avril 2022.



Par mail du 1er mars 2022, le liquidateur a confirmé à l'Inspection des Installations Classées ne plus avoir la jouissance des locaux et de ne plus disposer des clés du site.

Lors de la visite du 4 janvier 2022, la cour extérieure était clôturée et fermée à clef. Or, le 12 avril 2022 nous avons constaté qu'un barreau du portail avait été retiré et ne garantissait plus la limitation d'accès au site. L'Inspection n'a ainsi éprouvé aucune difficulté à pénétrer dans l'emprise du site.

Les déchets, variés dans leur nature (pneus, fûts de 1000 litres de déchets dangereux liquides, véhicules hors d'usages, déchets ménagers et de BTP), sont entreposés en grande quantité dans la cour extérieure du site. Le bâtiment est muré et la porte d'entrée est fermée à clé. Il est donc impossible à l'Inspection de vérifier si des déchets sont présents à l'intérieur du bâtiment. Il en est de même de la vérification de l'arrêt des utilités du type (eau, électricité, gaz,...) qui n'a pas pu être effectuée.

Au regard de ces constats, et considérant que la mise en demeure du 22 janvier 2021 n'est pas respectée, nous proposons au Préfet du Val-d'Oise de consigner une somme de 75 000 euros aux fins de l'élimination des déchets par le mandataire judiciaire de la société AP METAL JUDICIAIRE. Ce montant s'appuie sur une facture du 2 décembre 2019 de la société CONFLUENCE INGÉNIERIE transmise par le mandataire judiciaire SCP CANET par courrier du 2 mars 2020. L'Inspection considère que la somme mentionnée dans ce devis reste valable malgré l'augmentation possible de la quantité des déchets qui n'a pas pu être formellement quantifiée.

Nous appelons l'attention du liquidateur sur l'accessibilité du site qui doit être maîtrisée. Compte tenu de l'évolution de l'affaire, l'Inspection de l'environnement adresse en parallèle au présent rapport un courrier au propriétaire du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation